

Assez de maltraitance, plus de considération !

Il est urgent de remettre les agent-es
et leur bien-être au cœur du fonctionnement
de notre collectivité.

ENSEMBLE NOUS POUVONS FAIRE BOUGER LES CHOSES

Nous exigeons de véritables négociations avec les ambitions de la collectivité et les moyens qu'elle est prête à engager.

Nous voulons des réunions qui répondent aux préoccupations des agents et du fonctionnement de la collectivité et non des rencontres sur des thèmes imposés par la Direction générale.

Nous demandons une politique salariale claire sur les éléments de rémunération et transparente pour une plus grande justice et une plus grande égalité.

DÉFENDEZ-VOUS, MOBILISEZ-VOUS

REJOIGNEZ-NOUS pour dénoncer des
inégalités, du mal-être, pour défendre
vos droits, votre dignité et retrouver
des conditions et un environnement
de travail respectueux



- cgtbase@mairie-aubervilliers.fr
- cgtcadres@mairie-aubervilliers.fr



- 06.77.68.75.85 (Catherine)
- 06.85.32.44.26 (Roger)



- Syndicat CGT Base ou Cadres
- CTM – 72, rue Henri Barbusse
93300 Aubervilliers

SUIVEZ-NOUS !



[www.facebook.com /CGTTerritoriauxAubervilliers](https://www.facebook.com/CGTTerritoriauxAubervilliers)



www.cgt-aubervilliers.fr

STOP AUX DÉRIVES

Conditions de travail dégradées

- Surcharge de travail
- Enquêtes administratives, management autoritaire (Affaires scolaires, Communication)
- Dépôts de plainte (État civil)
- Dysfonctionnements managériaux (Sports, Brigade verte)
- 3 alertes de la Médecine du travail
- Pression sur certains encadrants
- Sanctions en cas de dénonciation de harcèlement (déplacement de service...)

Rémunérations et acquis menacés

- Inéquité de traitement entre agents aux missions identiques (primes, IFSE...)
- Suppression du COS (fin des 50 % sur les locations, plus de prime de rentrée pour les moins de 11 ans ni d'aide aux licences sportives)
- Plus de restauration collective depuis 2020

Gestion du personnel anarchique

- Embauche importante à des niveaux de rémunération scandaleux
- Contrats non renouvelés, CDD générant surcharge de travail et arrêts maladies
- Gel de postes rendant impossibles certaines missions de service public
- Tensions dans la majorité (1 démission, l'élu aux Finances évincé, 4 ont rejoint l'opposition)

Dialogue social « pipé »

- Dissimulation aux organisations syndicales (non transmissions des audits...)
- Mépris du CST et du F3SCT (décisions votées non appliquées...)
- Refus d'une enquête administrative par le DGS à l'État civil et la Brigade verte